



Françoise Roche
Secrétaire générale

5, rue Clisson 75013 PARIS 0684572075 / T F 0153940753
FR41@wanadoo.fr/gc.roche@orange.fr
www.snca-nat.fr

COMMUNIQUE

Les copains d'abord ...

La disparition de la carte scolaire, de fait, et la liberté de choix, théorique, des familles à inscrire leur progéniture dans le lycée qui a le profil de leurs fantasmes sociaux, ne font pas que des heureux : il y a toujours des laissés pour compte ! C'est ainsi que dans l'académie de PARIS, une soixantaine d'élèves issus de troisième n'a pas été inscrite dans le lycée du XVIème dont les parents rêvaient.

Le rectorat de PARIS – au fait où est le Recteur ? Malgré sa tournure d'homme jovial et bien en chair, il semble être devenu l'Homme Invisible de l'Académie ... Heureusement que son Directeur d'Académie assume ... -, le rectorat de PARIS, disais-je, a répondu qu'il y avait des places libres dans des lycées d'autres arrondissements. Cette réponse a été jugée tout à fait insuffisante par les parents qui se sont alors tournés vers le maire UMP du XVIème (qui n'est plus TAITTINGER ...). Le nouveau maire a donc actionné son portable et appelé le non moins nouveau ministre de l'Education Nationale ... qui a répondu par la création d'une nouvelle classe de seconde dans le lycée des désirs parentaux !

Avant même son arrivée au 110 de la rue de Grenelle, Monsieur Luc CHATEL savait qu'il y aurait les coudées raccourcies par l'influence de l'auteur des « préconisations pour la réforme du lycée », Richard DESCOINGS dont le refus d'être ministre de l'Education Nationale lui avait permis d'être doté de ce portefeuille.

A peine arrivée à la même adresse, le voilà aux ordres d'un copain aux dents longues ...

Tout cela est-il de mauvais augure pour le nouveau ministre ?

Par ailleurs, Luc Chatel, devant la pagaille engendrée par la disparition du BEP et la création du bac pro 3 ans, a décidé de régler le problème 1/ en laissant les recteurs trouver les solutions, 2/ en mettant un terme à la « concertation » avec les signataires du protocole d'accord, source de tous les maux, et considéré, par certains hauts fonctionnaires et/ou conseillers de l'Etat, comme « la connerie qu'il ne fallait pas faire » du quinquennat. Cela tombe bien ; en effet, le SNETAA, « la première organisation syndicale de l'Enseignement professionnel »*, rédacteur et principal signataire avec DARCOS de ce désastreux protocole, avait, dans un sursaut d'(in)indépendance, déclaré qu'il ne siégerait plus aux tables rondes concertationnantes ...

Il est vrai que cette décision de la direction du SNETAA a été prise parce qu'elle s'est trouvée mise en difficulté par son Conseil syndical à LA TREMBLADE en mai dernier, non

seulement à propos du « protocole d'accord » et de sa cogestion affichée avec DARCOS, mais aussi sur des brouilles : de grasses primes que s'octroieraient les membres du secrétariat national, le secrétaire général en tête, par exemple ...

Tout cela relève, outre du copinage et des jalousies qu'il entraîne, de la plus basse corruption et de la trahison pure et simple des mandats syndicaux et de la *Charte d'Amiens*. Quant à la République, son avenir est le cadet des soucis de ces messieurs-dames.

Avant même le remaniement ministériel, le SNCA e.i.L. Convergence avait noté que le successeur éventuel de DARCOS aurait à compter avec Richard DESCOINGS. Que Luc CHATEL inaugure son ministériat par la rupture avec le SNETAA, pourquoi pas ; **la réforme du lycée ne se saucissonne pas : elle se doit d'intégrer, au lieu de le marginaliser comme à l'habitude, le lycée professionnel**. Mais la situation de la France, confrontée à une crise économique et sociale d'une envergure jamais atteinte auparavant, la réalité politique qui est celle d'un électorat abstentionniste à 60 %, les germes de la dislocation sociale de plus en plus évidente semés par les communautarismes dont celui de l'islamisme est le plus actif, **exigent que le pouvoir, où qu'il soit et détenu par qui que ce soit, rompe avec le clientélisme, le copinage et la satisfaction des intérêts particuliers aux dépens de l'intérêt général**.

En revanche cela doit provoquer la mobilisation des démocrates et des républicains non seulement contre le libéralisme économique mais aussi contre le défaitisme de la pensée unique et l'impuissance du politiquement correct.

Ergo, censeo capitalismum esse delendum.

Paris, le 8 juillet
La secrétaire générale

**Avec un petit 30 % de voix aux dernières élections professionnelles, il arrive en tête ; mais cela fait quand même 70 % des PLP votants qui ne se reconnaissent pas en lui. Comparer avec les 28 % de voix des listes UMP sur 40 % de l'électorat aux élections européennes du 7 juin dernier... Désaffection, désamour, c'est la même chose...*